



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mai 2007

Volume 6, Numéro 5

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Agriculture : La deuxième partie du document de l'ambassadeur Falconer tombe juste après les réactions sur la première....** \_\_\_\_\_ 1

**Agriculture : Falconer tente de réanimer les négociations ; les membres entre espoir et scepticisme.** \_\_\_\_\_ 5

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 8

**AMNA : Persistance des divergences...** \_\_\_\_\_ 8

**Environnement : les Membres progressent sur l'échange de renseignements mais restent bloqués sur les biens environnementaux.** \_\_\_\_\_ 9

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 12

**Négociations commerciales : Le G-4 estime les discussions 'productives', mais toujours aucun signe de convergence.** \_\_\_\_\_ 12

**Zone Comesa : Vers un système commun de tarifs douaniers en Afrique australe et orientale.** \_\_\_\_\_ 13

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 14

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 15

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

*Agriculture : La deuxième partie du document de l'ambassadeur Falconer tombe juste après les réactions sur la première...*

L'ambassadeur Falconer a fait circuler la deuxième partie de son document sur les " défis " ce 25 mai 2007. Cette deuxième tranche vient en complément de la première partie produite le 30 avril.

Comme annoncé, l'ambassadeur Falconer a mis à disposition la deuxième partie du document sur les " défis ". Dans cette seconde partie, il fait part de ses idées sur des convergences possibles entre les positions des Membres s'agissant de questions qui ne figuraient pas dans la première tranche du 30 avril. Cette seconde tranche insiste sur les mécanismes spéciaux de sauvegarde, les produits tropicaux et la diversification en précisant qu'il y'a nécessité de remonter la liste définitive de produits tropicaux. L'ambassadeur Falconer a aussi évoqué les petites et vulnérables économies en soutenant l'urgence de leur intégration dans le système marchand multilatéral mais sans créer une sous-catégorie de membres. Il a aussi rappelé que les pays moins développés n'entreprendront aucun engagement de réduction et auront plein accès à toutes les dispositions spéciales et différentielles de traitement. Mais aussi que l'on devrait d'améliorer l'accès aux marchés pour des importations de coton des pays moins développés. Le document a aussi évoqué l'érosion des préférences.

En gros les documents visent à susciter des commentaires de la part des Membres sur les

points pouvant faire l'objet d'un consensus, en vue d'une révision ou d'une série de révisions du projet de document sur les "modalités" de 2006.

M. Falconer compte avec ce document sortir les négociations sur l'agriculture de l'impasse dans laquelle elles se trouvent et pousser ainsi les membres à aller vers un compromis sur le cycle de Doha. Ce document constitue un appel à travailler sur les sujets clés qui ont mené à l'impasse actuelle et à abandonner les postures politiques. Beaucoup de réactions ont suivi la publication de la première partie du document. Et d'autres encore sont attendues pour cette deuxième partie du document.

### **Polémique autour de la première partie du document de Falconer.**

Tous les membres de l'OMC ont accueilli favorablement le document du président du comité de négociations agricoles l'ambassadeur Falconer. Ils ont salué l'initiative mais aussi le courage de l'ambassadeur Falconer. Cependant, le contenu du document ne semble guère satisfaire beaucoup de membres.

Certaines délégations au niveau de Genève trouvent le document déséquilibré. D'abord c'est le ministre japonais de l'agriculture qui déclare devant les journalistes à Genève qu'une limite de 5% sur le nombre de produits sensibles était trop faible. Et que cela exigerait de Tokyo des abaissements tarifaires substantiels sur plus de 50 % de ses lignes tarifaires les plus fortement protégées. Une deuxième réaction à ce document venait de l'Inde ; selon *Economic Times*, les responsables du ministère indien de l'agriculture se plaignent du principe de restreindre le nombre de produits spéciaux à 5 - 8% et que l'ambassadeur Falconer devrait faire pression sur les États-Unis pour qu'ils procèdent à des abaissements plus consistants. D'aucuns ont salué le courage dont le président du comité de négociation agricole a fait montre.

Les pays en développement avec à leur tête la Chine et l'Inde trouvent que le document ménageait d'avantages les pays développés. La Chine a aussi

réagit à cette première partie du document sur les défis. En effet, le gouvernement chinois a, le 18 mai, exposé en détail ses réactions au texte dans une lettre adressée au Président des négociations agricoles, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande), au Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy et au Président du Conseil général, l'Ambassadeur Muhammad Noor Yacob (Malaisie). Dans la lettre, le Ministre chinois du commerce Bo Xilai et le Ministre chinois de l'agriculture, Sun Zhengcai saluaient les efforts déployés par Falconer, mais soulignaient un " problème fondamental " qui était que les préoccupations des pays en développement Membres n'étaient pas traitées " de manière équilibrée. " Les Ministres ont mis l'accent sur la nécessité de procéder à des " abaissements effectifs " du soutien ayant des effets de distorsion des échanges, en faisant valoir que ceux-ci devaient garantir que le plafond pour les subventions accordées par les États-Unis et par les autres pays développés était fixé à un niveau inférieur aux dépenses courantes. L'offre actuelle de Washington plafonnerait les subventions américaines ayant des effets de distorsion des échanges à plus de 22 milliards de dollars US, bien au-dessus des niveaux de dépenses existants.

En ce qui concerne les abaissements tarifaires, la lettre a favorablement accueilli l'utilisation par Falconer, comme " hypothèse de travail ", de la proposition du bloc du G-20 concernant une formule de réduction étagée. La Chine est membre du groupe influent de pays en développement. La lettre spécifie toutefois que les suggestions de Falconer concernant les seuils des fourchettes pour les pays en développement, ainsi que la profondeur des abaissements tarifaires pour les produits qui entrent dans ces fourchettes, 'méritaient d'être débattues'. Bien qu'il ait indiqué que les seuils proposés par le G-20 pour les pays développés pourraient à terme être appropriés, Falconer avait laissé entendre que ceux proposés pour les pays en développement pourraient exiger des modifications.

La Chine s'est également dite préoccupée de l'interprétation, par le Président, du mandat visant

un " traitement plus flexible " pour les 'produits spéciaux que les pays en développement seraient en mesure de protéger contre les abaissements tarifaires, sur la base des critères de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. Alors que le Président avait laissé entendre que tous les produits spéciaux devaient faire l'objet au moins d'un abaissement tarifaire minimal, le groupe G-33 a fait valoir que certains devaient être exemptés des engagements de réduction. La Chine fait partie du groupe G-33 qui défend des flexibilités pour les produits spéciaux, notamment la possibilité d'exclure totalement certains produits des abaissements tarifaires. Le groupe a fait valoir que le document sur les 'défis' du Président favorise les pays développés dans son traitement de l'accès aux marchés.

A la suite de la libéralisation tarifaire profonde qu'elle a menée pour adhérer à l'OMC, la Chine a des tarifs agricoles relativement faibles - et essentiellement, presque aucune marge entre les droits qu'il applique et les limites de plafond consolidé. Ainsi, la plupart des abaissements tarifaires imposeront des réductions de ses taux appliqués, ce qui a le potentiel d'évincer les agriculteurs.

Les ministres ont également contesté la sagesse de la suggestion 'radicale' du Président pour surmonter le désaccord actuel sur l'accès aux marchés pour les pays en développement : remplacer la formule étagées et les flexibilités qui y sont associées par un " simple abaissement moyen global ", avec un abaissement minimal spécifié pour chaque ligne tarifaire. Ceci permettrait aux pays en développement d'appliquer la réduction minimale pour leurs produits les plus sensibles, tout en procédant à des abaissements plus élevés pour les autres, afin d'arriver à la cible moyenne. La Chine a averti que ceci représentait un revirement total de l'approche négociée et a mis l'accent sur le fait que la réouverture de cette question pourrait avoir un 'effet d'entraînement " en incitant les Membres à chercher à modifier d'autres questions déjà convenues.

Le bloc du G-20 a également mis en distribution deux documents, en réponse aux observations de Falconer sur le soutien interne et sur la concurrence à l'exportation, au moment où le Président démarrait une série de consultations intensives en groupes restreints sur différentes questions dans les discussions.

Un accord équilibré " ne sera pas trouvé en faisant la moyenne des positions de négociation " a averti le groupe, en mettant l'accent sur le fait que les mandats dont les Membres ont convenu devraient être reflétés dans le résultat.

Renvoyant à la suggestion avancée par Falconer, selon laquelle un accord sur les abaissements des subventions agricoles plafonneraient à terme le soutien global ayant des effets de distorsion des échanges accordé par les Etats-Unis, " certainement en deçà de 19 [milliards de dollars UD] et quelque part au-dessus d'un chiffre très proche de 13 ", le G-20 a fait valoir que les chiffres " supérieurs à 15 " seraient rejetés. Si certains observateurs ont interprété ceci comme indiquant une flexibilité, car la proposition formelle du G-20 réduirait le soutien global ayant des effets de distorsion des échanges accordé par les États-Unis à un maximum de 12 milliards de dollars, le document a réitéré le fait que le chiffre de 12 milliards américain " reste largement compatible avec le Mandat. "

Le groupe s'est également de nouveau dit préoccupé par le fait que les abaissements du soutien global ayant des effets de distorsion des échanges étaient accompagnés de restrictions par produit sur les dépenses, bien qu'il ait averti que de telles disciplines seraient inutiles si le niveau plafond global était trop élevé.

Concernant les abaissements des subventions ayant le plus d'effets de distorsion des échanges de la catégorie ambre de l'OMC, le principal élément du soutien global ayant des effets de distorsion des échanges, le G-20 a réitéré son appel à " une contribution plus ambitieuse de l'UE. " Le groupe soutient que les programmes au titre de la catégorie bleue, un autre élément du soutien global ayant des

effets de distorsion des échanges, devraient répondre à trois conditions ; leurs effets de distorsion devraient être moins significatifs que ceux de la catégorie ambre ; ils devraient être notifiés, contrôlés et faire l'objet de surveillance ; et les paiements directs ne devraient pas accroître la disponibilité générale des subventions par produit, sauf pour les nouveaux utilisateurs. Le G-20 souhaite également des disciplines et des règles additionnelles anti-concentration pour empêcher la hausse du soutien aux produits de base.

Le G-20 s'est effectivement dit disposé à faire preuve de flexibilité en réponse aux préoccupations des États-Unis concernant la mise en œuvre de plafonds par produit pour le soutien au titre de la catégorie ambre, à la condition que les États-Unis " fassent montre de la flexibilité requise et qu'ils soient prêts en en faire autant. " les États-Unis, par exemple, seraient autorisés à introduire progressivement la mise en œuvre des plafonds par produit pour aller de pair avec l'échelonnement des abaissements du soutien au titre de la catégorie ambre en général, a suggéré le groupe.

Pour ce qui est de la période de référence pour le calcul de ces plafonds, le groupe a réitéré son soutien au recours aux dépenses de 1995-2000, une position partagée par tous les Membres de l'OMC, sauf les États-Unis, qui préfèrent opter plutôt pour la période 1999-2001. Le G-20 a mis l'accent sur le fait que cette dernière période rehausserait les plafonds à tel point que ceci " irait à l'encontre du but de la discipline. "

Le groupe a proposé d'autoriser les pays en développement à choisir entre trois méthodes différentes pour le calcul de leurs propres plafonds par produit au titre de la catégorie ambre : les niveaux appliqués moyens durant la période de mise en œuvre, deux fois le niveau de minimis par produit des Membres, ou 20% de la MGS consolidée totale de n'importe quelle année.

Tout au long de son document, le groupe a également mis l'accent sur l'importance que revêtait le traitement spécial et différencié pour les pays en développement. Par ailleurs, il faut

souligner que Les pays producteurs de coton ont favorablement accueilli le texte du Président, en laissant entendre qu'il avait pleinement atteint l'objectif qu'il s'était fixé, à savoir provoquer des réactions. Tout en indiquant que la réaction américaine ne recélait aucune grande surprise, ils ont noté la nécessité d'une solution systémique aux problèmes du secteur et salué le soutien qu'ils avaient reçu d'autres groupes de pays, lors de la réunion du 7 mai.

### **Rappel du contenu de la première partie**

La première partie de ce document qui été publié en fin avril avait mis l'accent sur le fait que les membres devraient abandonner des points de vue adopter de longue date pour arriver à un accord. M. Falconer dans cette première partie a mis l'accent sur trois points du PDD : le soutien interne, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation - et comprend les observations de président sur des questions qui, selon lui, constituent le " centre de gravité " d'un éventuel accord.

Sur les subventions agricoles, il propose d'abaisser jusqu'en deçà de 19 milliards. Sur ce point il trouve " franchement inconcevable " que les autres membres de l'OMC acceptent la proposition américaine d'abaisser les subventions américaines à effet de distorsion de près de 53 % soit un montant de 22 milliards. Il considère qu'un plafond de 10 à 15 milliards serait un " real stretch ". Dans le même temps l'UE devrait envisager un abaissement supérieur à 70% et le Japon s'alignerait aux abaissements des États-Unis. Dans cette première tranche aussi, l'ambassadeur Falconer considère qu'un accord sur la réduction des droits tarifaires résiderait " carrément entre les positions des États-Unis et de l'UE ". Et soutient que " la présomption raisonnable est que ni l'une ni l'autre des positions ne prévaudra de fait, à terme ". Pour ce qui est des pays en développement, il suppose qu'ils devraient réduire les droits tarifaires de deux tiers des abaissements attendus des pays développés. Mais la structure de la formule de la réduction tarifaire serait fondée sur les propositions du G 20. Dans cette première partie, il est aussi question des produits sensibles, M. Falconer

suggère que le centre de gravité soit supérieur à 1 % et inférieur à 5%. M. Falconer a aussi évoqué les produits spéciaux et il trouve les membres très éloignés dans leurs positions mais considère que la revendication du groupe des 33 portant sur un statut de produits spéciaux pour " au moins 20% " est indéfendable.

Pour l'heure, la seconde partie du document ne suscite pas encore beaucoup de réaction de la part des membres. Sûrement qu'aussi bien à Genève qu'au niveau des capitales, les experts se penchent sur les propositions de Falconer afin de donner, dans les semaines à venir, la position des différents Etats ou groupes de membres influents.

---

### Accords commerciaux régionaux : La Maison Blanche et les démocrates arrivent à un accord sur les ALE bilatéraux. Espoir pour l'Autorité de promotion du commerce ?

L'Administration Bush et les législateurs démocrates de haut rang sont arrivés à un accord sur les protections de l'environnement, du travail et des brevets pour les médicaments dans les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux en cours, stimulant ainsi leurs chances de s'assurer l'approbation du Congrès. Les progrès vers une coopération bipartite plus large sur le commerce peuvent également laisser entrevoir de meilleures perspectives pour les négociations multilatérales du Cycle de Doha à l'OMC qui se trouvent dans une passe difficile.

En vertu de l'accord, fruit de mois de négociation entre le Congrès et la Maison Blanche, Washington cherchera à modifier ses ALE pour exiger la mise à exécution de certaines normes de l'Organisation internationale du travail (OIT), ainsi que plusieurs accords environnementaux multilatéraux (AEM). Washington modifiera également les règles relatives aux droits de propriété intellectuelle dans les ALE pour rendre plus facile pour les pays en développement partenaires commerciaux l'élargissement de l'accès aux copies génériques de médicaments brevetés. Ces modifications étaient

essentiellement conformes à une liste d'objectifs énoncés, fin mars, par les Démocrates de haut rang.

Selon le Comité des voies et moyens (Ways and Means Committee), l'organe puissant qui exerce un contrôle sur les questions commerciales, l'accord " déblaye le terrain en vue d'un large soutien bipartite au ALE avec le Pérou et le Panama. " En raison des préoccupations non résolues concernant les accords déjà conclus avec la Corée et la Colombie, l'avenir de ces accords reste incertain.

Le compromis sur la politique commerciale a été annoncé le 10 mai par la Présidente démocrate de la Chambre des représentants américains, Nancy Pelosi (Californie), les dirigeants des deux partis et de hauts responsables de l'Administration. Charles Rangel, le représentant démocrate de New York qui préside le Comité des voies et moyens, a joué un rôle majeur dans la négociation de l'accord avec les législateurs républicains et la Maison Blanche.

La Représentante américaine du commerce extérieur, Susan Schwab, a déclaré que l'Administration et le Congrès avaient " saisi cette occasion historique de réinstaurer le consensus bipartite sur le commerce. " Elle a notamment ajouté que " le nouveau modèle de politique commerciale ouvre également la voie à des travaux bipartites sur l'Autorité en matière de promotion du commerce. "

Le mandat actuel conféré à la Maison Blanche par l'Autorité en matière de commerce, qui permet à la Maison Blanche d'exiger du Congrès un vote oui ou non pour les accords commerciaux, sans possibilité d'amendement, arrive à expiration fin juin. Cette 'procédure accélérée' - fast-track - devra être en vigueur pour que les Membres de l'OMC soient en mesure de finaliser un accord du Cycle de Doha - sans elle, les autres pays seraient réticents à signer un accord qui pourrait alors être décortiqué par les législateurs américains.

### Règles relatives au travail, à l'environnement aux brevets pharmaceutiques

Paradoxalement, les pays qui ont signé des ALE bilatéraux avec les États-Unis à temps pour être pris en considération dans le cadre de l'Autorité en matière de promotion du commerce se trouvent à présent confrontés à des modifications de dernière minute - ou courent le risque de voir les accords torpillés par le Congrès.

Dans le cadre de l'accord bipartite, les ALE devront exiger des pays qu'ils mettent en œuvre les protections des travailleurs énoncées dans la Déclaration relatives aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998 de l'OIT. Celles-ci comprennent la liberté d'association, le droit de se syndiquer, et les interdictions du travail forcé et de la plupart des formes de travail des enfants. Les pays auront également à mettre en œuvre sept Accords environnementaux multilatéraux, notamment le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention internationale relative aux espèces menacées d'extinctions (CITES), la Convention relative à la pollution marine et la Convention de Ramsar relative aux zones humides.

Il est significatif que les obligations environnementales et en matière de travail feraient l'objet des mêmes procédures de règlement des différends que les règles commerciales fondamentales sur les abaissements tarifaires. De plus, les pays auraient plus de difficulté à invoquer le manque de ressources suffisantes pour justifier la non mise en œuvre des lois relatives au travail. Toutefois, les atteintes aux deux ensembles de dispositions ne feraient l'objet d'un règlement des différends que si elles affectent manifestement le commerce et l'investissement. Ceci, de même que l'adoption par les États-Unis des principes visés de l'OIT, semble avoir apaisé les craintes de certains Républicains de voir les syndicats recourir aux protections des travailleurs dans les ALE pour imposer des modifications dans la législation américaine relative au travail. L'accord donne spécifiquement pour instruction à la Représentante américaine au commerce extérieur de négocier une nouvelle annexe sur la gouvernance du secteur forestier avec le Pérou, en vue essentiellement de renforcer les règles visant la prévention du

commerce des produits forestiers menacés d'extinction.

En réponse aux plaintes des Démocrates concernant le fait que les protections de la propriété intellectuelle figurant dans les ALE restreignaient l'accès à des médicaments vitaux dans les pays en développement. Le nouveau modèle pour les accords commerciaux permettra aux partenaires commerciaux de mettre les médicaments génériques plus rapidement sur le marché. Par exemple, les données des tests pharmaceutiques ne seront pas protégées dans les pays partenaires au-delà de période de protection dont elles bénéficient aux États-Unis, ce qui permettra de mettre les médicaments génériques sur le marché en même temps, dans les deux pays. Une exception au titre de la santé publique pour les obligations en matière d'exclusivité des données sera également introduite. De plus, les prescriptions en matière d'extension de brevet pour les produits pharmaceutiques seront assouplies, et les agences chargées de la réglementation des produits pharmaceutiques seront autorisées à approuver les génériques sans avoir à établir au préalable qu'aucun brevet n'a été violé. Enfin, la nouvelle politique appelle à faire des lettres d'information complémentaire sur les préoccupations en matière de santé publique une partie intégrante du texte formel des ALE, en même temps que la réaffirmation du droit des pays, aux fins des accords de l'OMC, de suspendre les brevets afin d'élargir l'accès aux médicaments essentiels.

Les modifications additionnelles des ALE comprendront une disposition figurant dans le préambule qui spécifie clairement que les investisseurs étrangers aux États-Unis ne bénéficieront pas de protections plus fortes que les investisseurs nationaux. Le modèle antérieur de Washington pour les ALE comprenait, pour les investisseurs, des protections d'une telle portée qu'il leur était souvent reproché de compromettre la capacité des gouvernements à réglementer dans l'intérêt public.

Les responsables américains du commerce disent qu'ils travaillent avec les pays partenaires pour voir comment traduire ces modifications en nouveau langage juridique dans les ALE. Il reste à voir si cela nécessitera ou non un nouveau vote législatif dans des pays tels que le Pérou qui ont déjà ratifié les accords.

Pour apporter un complément aux nouvelles dispositions des ALE, le compromis prévoyait également l'élargissement de l'assistance et de la formation en faveur des travailleurs aux États-Unis, en même temps qu'un appui visant à rendre les prestations de retraite et soins de santé transférables entre différents employeurs. En théorie, ces politiques aideraient à atténuer le choc de l'ajustement lié au commerce et faciliterait pour les travailleurs le changement d'emploi sans perte d'avantages.

Seule l'adoption par le Congrès des ALE avec le Pérou et le Panama peut être facilitée par l'accord. Les Démocrates veulent que l'Administration recherche un élargissement de l'accès au marché coréen, en particulier dans le commerce des produits de l'automobile, des produits agricoles et des services. Ils souhaitent également que l'ALE avec la Colombie comprenne des mesures judiciaires spéciales pour la prise en compte de la violence à l'égard des syndicalistes.

Dans le cadre de l'ancien Congrès contrôlé par les Républicains, les lois ayant trait au commerce avaient été adoptées à de très faibles majorités. De plus, il ne sera pas aisé d'appuyer les accords commerciaux, pour tous les Démocrates, car l'inquiétude suscitée par les pertes d'emploi liées au commerce avait contribué à porter plusieurs d'entre eux au pouvoir lors des élections de novembre dernier. Toutefois, la volonté de l'Administration Bush de renoncer à son opposition antérieure à des protections fortes pour l'environnement et le travail pourrait aider la législation commerciale à bénéficier du soutien d'un nombre suffisant de Démocrates pour être adoptée.

### **Coopération possible sur l'Autorité en matière de commerce ?**

Les législateurs des deux camps ont généralement réservé un accueil favorable à l'accord, bien que non sans quelques récriminations de la part de pans plus méfiants du commerce dans le bloc des Démocrates.

Selon Rangel, " Depuis des décennies, à présent, le commerce est une question qui polarise au sein du Congrès, mais l'accord conclu aujourd'hui indique une nouvelle direction et un renouveau de l'esprit bipartite. " Il a dit espérer que la nouvelle politique aiderait à stimuler l'emploi et mettrait donc le commerce " au service pas simplement des actionnaires, mais de tous les Américains. " Wally Herger, le représentant de la Californie, Républicain de haut rang au sein du Sous-comité du commerce de la Chambre, a déclaré que " l'accord décisif " ouvrirait la voie non seulement aux ALE, mais aussi à la " ré-approbation de l'Autorité en matière de promotion du commerce. "

La prorogation de la procédure accélérée s'avère toutefois un combat incessant. S'adressant à des journalistes, à Genève, le 11 mai, l'Ambassadeur américain à l'OMC, Peter Allgeir a déclaré que l'accord était " une étape très importante dans le processus visant le renouvellement de l'autorité en matière de promotion du commerce. " il a toutefois noté que " ce qui serait très utile à présent [pour encourager le renouvellement] ce serait de donner au Congrès une indication réelle que nous ici, à Genève, allons être en mesure de réaliser un accord d'ouverture réelle de l'accès aux marchés. " La portée des abaissements des droits tarifaires et des subventions continue de laisser les Membres de l'OMC profondément divisés. L'AFL-CIO, une union syndicale américaine majeure, a indiqué qu'elle s'opposera à la prorogation de l'Autorité en matière de promotion du commerce en dépit de l'accord à Washington. La hausse du déficit commercial américain en mars rendra la question encore plus politiquement litigieuse.

Bien sûr, l'Autorité en matière de promotion du commerce n'est pas techniquement nécessaire pour la négociation - les diplomates du commerce américains seront toujours en mesure négocier avec leurs homologues à l'OMC après son



expiration, dans quelques semaines. Toutefois, selon les responsables de nombreux autres pays, il sera difficile de négocier sérieusement avec les États-Unis en l'absence de signes indiquant que le renouvellement de l'Autorité de promotion du commerce se profile à l'horizon.

## NOUVELLES DE L'OMC

### AMNA : Persistance des divergences...

Les Membres de l'OMC restent profondément divisés sur le point de savoir dans quelle mesure ils auraient à abaisser les tarifs sur les biens industriels, dans le cadre des négociations du Cycle de Doha, du moins si l'on se fonde sur une semaine de discussions, menée du 8 au 11 mai.

Bien que les délégations aient abordé la question centrale de la formule de réduction tarifaire, pour la première fois, depuis la suspension des discussions, en juillet dernier, des négociateurs ont indiqué que le débat au cours des sessions multilatérales était restée on ne peut plus familier : plusieurs pays en développement se sont plaints du fait que les États industrialisés exigeaient des abaissements tarifaires beaucoup plus profonds que ceux qu'ils étaient disposés à faire eux-mêmes. Selon un négociateur, certains éléments pouvaient être différents dans les réunions bilatérales, mais par ailleurs, l'absence totale de flexibilité signifiait qu'un accord " semble réellement difficile. "

L'Ambassadeur Don Stephenson (Canada), Président des discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), sonde actuellement les points de vue des Membres pour déterminer où un accord plausible pourrait résider, dans le travail qu'il mène actuellement en vue de la rédaction d'un nouveau texte qui pourrait servir de base à des négociations futures et à un accord ultime. Il a toutefois déclaré aux délégations, la semaine dernière, qu'un accord semblait peu probable face à de telles divergences profondes. "

Ce dont nous avons besoin, c'est de convergence, " a-t-il déclaré, en soulignant que les Membres tentaient de convenir d'un accord cadre pour la réduction des droits tarifaires et des subventions dans un délai de moins de trois mois.

### Divergences profondes sur la formule

Le 8 mai, Stephenson a exhorté les Membres à examiner " la tension centrale " dans les discussions sur la formule : l'exigence " d'accès aux marchés réel " par certains pays essentiellement développés, et la réponse de nombreux pays en développement qui estiment qu'exiger d'eux l'abaissement des tarifs consolidés à des pourcentages plus élevés que ceux des pays industrialisés porterait atteinte au mandat de Doha qui stipule " une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction. "

Les États-Unis et l'UE ont appelé à une formule 'suisse' de réduction tarifaire avec un 'coefficient' de 10 pour les pays développés et de 15 pour les pays en développement. Des points de vue sensiblement similaires ont été énoncés par le Canada, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, Taiwan et la Turquie, en particulier en ce qui concerne le coefficient pour les pays en développement.

Au titre de la formule 'suisse', le coefficient d'un Membre devient effectivement son nouveau plafond tarifaire : introduits dans la formule, tous les droits sont réduits à un niveau inférieur au coefficient, les droits les plus faibles étant réduits de manière plus souple. Du fait que les pays développés en général ont des tarifs d'environ 6% en moyenne, alors que le tarif moyen des pays en développement se rapproche de 30%, les coefficients de 10 et 15 exigeraient beaucoup plus d'efforts de ces derniers.

Ainsi, plusieurs pays en développement ont contesté à la fois le niveau des coefficients proposés et l'écart relativement modeste entre ceux-ci. Selon le Brésil, le coefficient de 15 était particulièrement faible pour les pays en développement. La Malaisie a déclaré que ce



chiffre ne devait pas être inférieur à 20. Pour le Pakistan, les pays développés devaient avoir un coefficient de 5 à 6, au lieu de 10. Concernant l'écart entre les coefficients, des sources indiquent que le Mexique a suggéré une gamme de 5 et 25, et la Chine, de 5 et 35.

Les pays en développement du groupe AMNA-11 ont eu des échanges vifs avec des pays tels que le Canada, l'UE, les États-Unis et la Corée sur la notion " d'accès aux marchés réel. " le groupe AMNA-11 a fait valoir qu'il n'y avait pas de mandat exigeant des abaissements des taux appliqués et que le Cycle de Doha se concentrerait essentiellement sur la nécessité pour les pays développés d'élargir l'accès aux marchés pour les produits en provenance des pays en développement. Les réductions au titre de l'OMC - qu'il s'agisse des droits tarifaires ou des subventions - sont traditionnellement fondées sur des plafonds consolidés. D'autres ont toutefois rétorqué qu'à moins d'un abaissement des droits actuellement prélevés, les pays développés ne tireraient aucun flux commercial de ce Cycle - ce qui va à l'encontre du but de l'exercice.

Pour tirer un exemple des calculs effectués l'an dernier par le Secrétariat de l'OMC, un coefficient de 10 entraînerait une réduction de près de 23% du niveau tarifaire consolidé moyen de l'UE, alors qu'un coefficient de 15 contraindrait l'Inde à réduire ses tarifs consolidés de 63 à 70%. Les abaissements de ses taux tarifaires appliqués seraient comparables, autour de 25%, bien que peut-être plus élevés pour l'Inde.

### **Le Président : les Membres ne sont pas encore prêts pour le texte**

Au cours de la semaine de discussions, les Membres ont également débattu des obstacles non tarifaires, des initiatives de libéralisation sectorielle volontaire et des biens environnementaux. Des sources indiquent que dans les discussions sur les obstacles non tarifaires, on a vu plus clairement quelles propositions pouvaient susciter un consensus - parmi lesquelles peut-être une proposition américaine sur les prescriptions

d'étiquetage normalisées pour les vêtements et les chaussures. Stephenson a fait part de son mécontentement concernant les progrès sur les initiatives sectorielles ; l'Inde a laissé entendre que les négociations sur la libéralisation volontaire par secteur pourraient se dérouler même après la conclusion du Cycle. De nombreux pays en développement accueillent toujours avec tiédeur l'idée de négocier une liste de 'biens environnementaux' spécifiques devant faire l'objet d'une libéralisation accélérée.

A la lumière des divergences d'opinion substantielles, Stephenson a laissé entendre que les Membres n'étaient pas prêts pour un texte sur lequel négocier. Il a annoncé qu'il continuerait plutôt à rencontrer les Membres au cours des trois prochaines semaines, à la fois individuellement et en groupes restreints, avec des 'sessions de transparence' ouvertes à tous les pays à la fin de chaque semaine. Il espérait, durant ces réunions, des contributions constructives à son nouveau document. Les délégués s'attendent à ce que le Président présente le texte à tout moment après la semaine commençant le 4 juin ; Stephenson reconnaît qu'il attendra, pour ce faire, la diffusion d'un texte comparable dans les négociations sur l'agriculture.

---

Environnement : les Membres  
progressent sur l'échange de  
renseignements mais restent bloqués  
sur les biens environnementaux.

Les Membres ont récemment débattu de tous les aspects du mandat de négociation de Doha sur l'environnement. Selon des sources, les participants à la réunion de la session spéciale (de négociation) du Comité du commerce et de l'environnement, tenue les 2 et 3 mai, ont essentiellement réalisé des progrès sur les voies et moyens de faciliter l'échange de renseignements entre les organisations environnementales internationales et les organes pertinents de l'OMC (para 31(ii) de la Déclaration de Doha). Ce domaine offre les meilleures chances

d'arriver à un accord sur moyens de progresser vers des négociations fondées sur les textes.

Tout en entreprenant des efforts en vue de clarifier leurs positions, les Membres ne sont parvenus à une convergence ni sur les voies et moyens de définir les relations entre les règles de l'OMC et des obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (para 31(i) de la Déclaration de Doha), ni sur la "réduction ou, selon qu'il sera approprié, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires visant les biens et services environnementaux " (para. 31(iii) de la Déclaration de Doha).

En ce qui concerne ces derniers, certains pays (essentiellement des pays développés) souhaitent que les Membres de l'OMC conviennent d'une 'liste' de biens environnementaux spécifiques pour la libéralisation, et ont présenté une liste révisée lors de la réunion. Toutefois, de nombreux pays en développement sont circonspects par rapport à cette approche car ils craignent que les produits qui les intéressent du point de vue des exportations ne figurent pas sur la liste.

### **Nouvelle proposition australienne sur la relation AEM/OMC**

Afin de faire avancer les discussions, l'Australie a présenté une proposition visant la rédaction d'un rapport ayant trait à la relation entre les règles existantes de l'OMC et des obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM) (TN/TE/W/72). L'Australie a proposé que la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement fasse des recommandations sur la façon dont les Membres pourraient s'inspirer des conclusions et observations découlant des discussions menées sur le sujet au sein du Comité et continuer de renforcer la relation complémentaire entre l'OMC et les AEM. Si la plupart des pays ont salué la proposition australienne ainsi qu'un rapport comme réalisant le mandat du paragraphe 31(i), l'UE et la Suisse ont estimé qu'elle n'allait pas assez loin pour prendre

en compte le fond du mandat qui, selon eux, impliquant l'élaboration de principes visant à clarifier la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les AEM.

### **Convergence des Membres sur l'échange de renseignements, le statut d'observateur**

Selon des sources dans les milieux du commerce, les Membres avaient été, lors de la réunion, sur le point d'arriver à une convergence sur le mandat énoncé dans le para 31(iii). Ils se seraient largement mis d'accord sur le recours à un ensemble de questions indicatives, proposées antérieurement par les États-Unis, pour déterminer le statut d'observateur (TN/TE/W/70), ainsi que sur une nouvelle communication du Canada et de la Nouvelle-Zélande développant la question davantage (TN/TE/W/71). Cette dernière proposition pourrait, selon une source d'un pays en développement, servir de base à un premier projet de texte sur le para 31(ii).

Le Canada et la Nouvelle-Zélande qui avaient participé aux sessions d'information du Comité du commerce et de l'environnement, ont fourni une liste d'AEM (figurant dans (TN/TE/S/2). En ce qui concerne la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement, les coauteurs ont convenu d'accorder au PNUE et aux sept Secrétariats\* d'AEM un statut d'observateur pour le reste des négociations de Doha. La proposition reconnaissait que ceci était différent d'un 'statut d'observateur permanent'.

### **Proposition révisée sur les biens environnements présentée par les demandeurs**

Le Canada, l'UE, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Chine de Taipei, la Suisse et les États-Unis (appelés " Amis des biens environnementaux ") ont présenté une proposition conjointe (JOB (07)/54) contenant une liste révisée de biens environnementaux, suite à un réexamen de leur listes antérieures. La Chine a appuyé la proposition, sans l'avoir officiellement coparrainée.

La liste révisée présentait un ensemble réduit de biens, en réponse aux préoccupations soulevées les partenaires commerciaux et cherchait à permettre une convergence entre Membres. Avec leur proposition, ces pays espéraient encourager un engagement plus poussé sur des produits présentant un intérêt et donner une impulsion aux négociations.

Qualifiée 'd'ensemble de convergence potentiel' de produits par ses coauteurs, la liste contient 153 produits (y compris un certain nombre d'ex-outs, c'est-à-dire des produits spécifiques identifiés uniquement par leur nom plutôt que par un code SH). Le nombre de produits figurant sur la liste est bien inférieur à celui de la liste consolidée antérieure de biens (soit un total de 465 produits). La liste regroupe les divers produits dans trois catégories environnementales larges, avec les détails ayant trait aux avantages environnementaux de chaque produit spécifiés dans une colonne supplémentaire.

La proposition envisage un traitement spécial et différencié essentiellement sous forme de prorogation des périodes de libéralisation pour les pays en développement. La proposition comprend un mécanisme de réexamen pour garantir que la liste ne reste pas statique dans le temps.

### **Les Membres toujours en désaccord sur l'approche fondamentale des biens environnementaux**

Les pays en développement estiment généralement que la nouvelle proposition ne prend pas en compte la question cruciale de l'approche de négociation. De nombreux pays, dont des acteurs majeurs tels que le Brésil et l'Inde, ont déclaré souhaiter des discussions sur le point de savoir s'il fallait adopter une approche 'liste' ou une approche 'fondée sur les projets' - ou une solution de compromis - avant de passer à des discussions sur des produits spécifiques. L'Inde s'apprêterait à présenter une nouvelle proposition étoffant des questions liées à l'approche projet, comprenant davantage d'éléments ayant trait au développement.

Bien que les défenseurs de la liste aient mis l'accent sur le fait que leur liste avait été réduite de manière significative, de nombreux Membres ont estimé que la proposition visant à libéraliser des articles à un niveau SH à six chiffres signifiait que la liste couvrirait un grand nombre de produits. En outre, selon un délégué d'un pays en développement, la nouvelle proposition ne donnait pas de clarifications sur le nombre de produits sur la liste révisée qui étaient des articles 'à utilisation double' (à savoir qui pouvaient être utilisés à des fins autres qu'uniquement environnementales).

Les coauteurs de la communication relative aux biens environnementaux se sont déclarés ouverts aux commentaires des Membres d'ici la prochaine session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement, fixée du 11 au 13 juin. Le Président du Comité, l'Ambassadeur Toufiq Ali (Bangladesh) a promis d'entreprendre des réunions bilatérales avec les Membres, dans l'intervalle, et a appelé les Membres à travailler davantage sur les para. 31 (i) et (iii)

. \* La Convention de Bâle, la Convention relative à la diversité biologique, la Convention relative au commerce international d'espèces menacées d'extinction, le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et la Convention cadre des Nations Unies relative aux changements climatiques.

## SUR LE FIL

Négociations commerciales : Le G-4 estime les discussions 'productives', mais toujours aucun signe de convergence.

Les experts de l'UEMOA et de la CEDEAO ont tenu récemment une réunion de coordination à Lomé en vue de la préparation de la phase 2 des négociations APE entre l'UE et l'Afrique de l'ouest. Deux questions étaient au menu de cette rencontre : l'organisation à mettre en place pour la conduite des tâches restantes dans le cadre de l'APE et l'opérationnalisation des directives issues de la réunion des négociateurs en chef de février 2007 à Bruxelles. Plusieurs questions étaient inscrites à l'ordre du jour.

Les experts se sont d'abord penchés sur les conclusions des dernières réunions relatives aux négociations APE. Il s'agit notamment des réunions des Négociateurs en Chef AO-UE, du Comité ministériel commercial (CMC) ACP et du CMC mixte ACP-UE ainsi que celles relatives aux comités nationaux de négociation, tenus respectivement à Bruxelles et à Bamako dans le courant du mois de février 2007. Pour la réunion des Négociateurs en chef, des échanges de vues étaient faites sur l'accord sur le principe d'un Fonds régional spécial pour les APE et l'entente partagée sur l'exécution d'un certain nombre de tâches portant notamment sur la mise en place de programmes d'accompagnement de l'APE, comme préalable à la conclusion de l'Accord à l'échéance de fin 2007. Il a été relevé le retard des négociations dans la plupart des régions évoqué lors de la rencontre CMC - ACP et CMC Mixte ACP UE.

D'autres questions étaient évoquées durant cette réunion. Il s'agit de la prise en compte des questions liées au financement du développement, de l'ouverture des marchés, de l'approche régionale dans la détermination de l'impact fiscal net. Les experts se sont inscrits dans les mêmes observations de la réunion des comités nationaux

de négociations en ce qui concerne les insuffisances dans le fonctionnement de ces comités ainsi que la faiblesse de la coordination entre le national, le régional et les représentants à Bruxelles et Genève. Après avoir épuisé ces points, les experts ont décliné un certains nombres d'enseignements et d'observations notamment :

- la volonté affichée par la partie européenne de ne pas négocier une nouvelle dérogation, à l'échéance de fin 2007. A ce sujet, la réunion a recommandé l'élaboration d'une note d'analyse, à l'attention des autorités de la région, faisant ressortir les coûts et les avantages liés à cette éventualité ;
- la nécessité d'élaborer une stratégie de communication sur l'APE pour l'information des populations et des acteurs sur les négociations commerciales en cours, les enjeux et les opportunités ;
- l'importance de renforcer la coordination entre les comités de négociation (nationaux, et régionaux) et les représentations diplomatiques à Genève et à Bruxelles.

Les experts ont procédé à la formation de groupes de travail tels que indiqués par les conclusions de la dernière réunion des Négociateurs en Chef. Ils ont défini les tâches relevant de ces groupes et ont désigné les points focaux dans les deux Commissions, devant coordonner leurs activités. Ainsi, trois groupes ont été mis en place. Le premier chargé de rédiger le projet de texte de l'Accord, conformément au projet de structure adopté par les deux parties. Un deuxième groupe qui comprendra deux sous groupes. L'un se chargera du programme d'accompagnement de l'APE avec l'élaboration de programmes d'amélioration de la compétitivité avec des composantes régionale et nationale (industrie, services connexes et autres secteurs de production), du traitement des produits sensibles ainsi que de la création de l'observatoire de la compétitivité et l'autre sous groupe du financement de l'accompagnement et traitera de la réforme de transition fiscale, des modalités de calcul de l'impact fiscal net et la création du Fonds régional

spécial APE. Il y'a enfin un troisième groupe subdivisé aussi en trois sous groupes : l'un chargé de la Coopération douanière, Facilitation Commerce et Règles d'origine, l'autre du Calendrier d'accès aux marchés marchandises (Etudes d'impact MEGC, Produits sensibles, offres et demandes de libéralisation) et le troisième Calendrier d'accès aux marchés pour les services (Etudes d'impact, secteurs sensibles, offres et demandes de libéralisation des services).

Les experts ont aussi échangé sur l'organisation à mettre en place pour aboutir à l'élaboration des programmes d'amélioration compétitivité qui prend en compte l'ensemble des secteurs concernés.

Un groupe de travail doit examiner et amender les termes de référence de l'étude, soumis à la région par l'ONUDI, et qui porte sur le programme de restructuration et d'amélioration de la compétitivité du secteur industriel. Et les participants ont insisté sur la nécessité d'une étroite collaboration entre les deux Commissions et l'ONUDI afin que les objectifs poursuivis par l'étude soient conformes aux préoccupations de la région en matière de renforcement des capacités d'offres.

Pour ce qui est de la rédaction de l'accord, il a été mis en place un groupe qui élabore un projet de structure de l'Accord qui s'inspirera des propositions antérieures de la région AO et de la partie européenne. Les experts ont dégagé aussi un calendrier de travail des négociations APE du 1er semestre 2007.

---

### Zone Comesa : Vers un système commun de tarifs douaniers en Afrique australe et orientale.

Les pays membres du Marché commun des Etats d'Afrique australe et de l'est (Comesa), réunis à Nairobi, ont adopté un système commun de taxes sur les biens entrant dans leur zone, étape-clé dans la création d'une union douanière prévue fin 2008.

Ce système de tarifs douaniers doit entrer en vigueur en décembre 2008 au moment du lancement de l'union douanière et quatre ans après

la date initialement prévue. Selon l'accord conclu lors du sommet des chefs d'Etat du Comesa à Nairobi, une taxe de 10% pour les biens intermédiaires et de 25% pour les produits finis sera appliquée à l'entrée de chacun des 19 pays membres de l'organisation.

La libre circulation des biens d'équipement et des matières premières sera, elle, assurée. "Je suis satisfait car nous avons réaffirmé notre détermination à élever notre intégration économique régionale au niveau d'une union douanière d'ici à décembre 2008", s'est réjoui le président kényan Mwai Kibaki, qui a pris la présidence tournante du Comesa à l'occasion du sommet.

Cependant, des pays dont l'économie est fragile et qui sont réticents à l'union douanière pourront appliquer des tarifs spécifiques pour des produits "sensibles", a-t-il ajouté, sans donner de précisions.

Le Comesa, dont le siège se trouve à Lusaka (Zambie), est le principal bloc économique en Afrique orientale. Créé en 1993, il représente un marché de près de 400 millions de personnes avec un produit intérieur brut de 170 milliards de dollars (126 milliards d'euros) par an. A l'origine, le Comesa devait se transformer en zone de libre-échange en 2000, en union douanière en 2004 et en union monétaire en 2025.

Mais les projets ont pris beaucoup de retard. A ce jour, six Etats du Comesa (République démocratique du Congo, Ethiopie, Erythrée, Seychelles, Swaziland et Ouganda) n'ont toujours pas intégré la zone de libre-échange, où les échanges ne sont pas taxés, et sont hostiles à la création d'une union douanière.

Lors du sommet de Nairobi, auquel huit dirigeants des pays membres du Comesa ont participé, le président zimbabwéen Robert Mugabe a été nommé vice-président de l'organisation régionale. Le prochain sommet du Comesa est prévu en 2008 au Zimbabwe.

Dénonçant les difficultés des pays africains à accéder aux marchés des pays développés, M. Mugabe a jugé "important d'aller vers la commercialisation de ce que nous produisons". "Alors que l'aide extérieure peut jouer un rôle d'appui, à la fin, ce sont nos efforts qui détermineront si oui ou non nous parviendrons à un développement vrai et durable", a-t-il ajouté dans un discours de clôture, alors que son pays, ancien grenier à céréales de la région, connaît une inflation record et des pénuries de produits essentiels.

Les participants au sommet ont évoqué la situation en Somalie, pays en guerre civile depuis 1991, les tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et la guerre dans la région soudanaise du Darfour. "Les gains économiques réussis par nos pays et notre aspiration à un avenir meilleur pour notre peuple continueront à nous échapper tant que nous ne parviendrons pas à assurer la stabilité sur le continent", a prévenu le président égyptien, Hosni Moubarak, qui ne participait pas au sommet mais a fait parvenir ce message aux participants.

Le Comesa regroupe le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, le Zimbabwe, la Zambie et la Libye.

## EVENEMENTS

### Événements OMC

#### Au sein de l'OMC

**5 - 6 juin**, OMC, Genève, Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

**7 - 8 juin**, OMC, Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

**11 juin**, OMC, Genève, Organe d'examen des politiques commerciales - République Centrafricaine

**20 juin**, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

**18 - 29 juin**, Genève, Suisse, conseil des droits de l'homme, cinquième session. Contact : [www.wto.org](http://www.wto.org)

### Événements

**29 mai - 14 juin**, OIT - Genève, 96ème session de la Conférence internationale du Travail contact : Service des Relations Officielles (REL OFF) au tel: +41.22.799.7732, fax: +41.22.799.8944 ou par e-mail: [RELOFF@ilo.org](mailto:RELOFF@ilo.org)

**29-30 mai**, Paris, France, Comité de l'agriculture de l'OCDE (incluant une consultation avec la société civile)

**30 mai**, Potsdam (Allemagne) Réunion des Ministres des Affaires étrangères du G8, [www.ocde.org](http://www.ocde.org)

**31 mai**, Berlin, Allemagne, Euromesco séminaire: gouvernance, réformes, droits de l'homme dans la région euroméditerranéenne, [www.afd.fr/jahia/webdav](http://www.afd.fr/jahia/webdav)

**31 mai-1er juin**, Paris, France, Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) Forum mondial de l'OCDE, [www.ocde.org](http://www.ocde.org)

**5-6 juin**, Paris Bercy, France, OCDE - BAD, Forum international sur les perspectives africaines : accès à l'eau et à l'assainissement, [www.ocde.org](http://www.ocde.org)

**6-8 juin**, Helligendamm, Allemagne, Sommet du G8 8 juin, Comité d'aide au Développement (CAD) Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) Examen



par les pairs de l'aide du Danemark Paris,  
[www.ocde.org](http://www.ocde.org)

**12 juin**, Journée mondiale de lutte contre la main-d'œuvre enfantine. Thème de 2007 : L'agriculture,  
[www.ifap.org/fr/newsroom/events.html](http://www.ifap.org/fr/newsroom/events.html)

**16-17 juin**, Accra, Ghana AfD/OCDE/BM Atelier POVNET

**28 et 29 juin**, La Baule (Loire-Atlantique), France, Cinquième Conférence mondiale sur les investissements internationaux, Cette conférence, qui portera sur l'environnement comme facteur de croissance,

**18 juin**, Bruxelles, Belgique, Journée de la lutte contre la contrefaçon dans le secteur de la téléphonie mobile

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### Français

#### Publications

**OMC**, Forum public de l'OMC, " Quelle OMC pour le XXIème siècle, Le Secrétariat de l'OMC a publié un livre résumant les nombreuses vues et préoccupations exprimées lors du Forum public de l'OMC 2006, organisé sur le thème "Quelle OMC pour le XXIème siècle?".

**IFFRI, RAMSES 2007**, c'est l'encyclopédie annuelle de l'actualité internationale et présente des analyses approfondies pour comprendre "L'Europe et le monde" (édité par Dunod - 14/09/2006), Marque : Dunod, Collection Hors collection - 190 x 255 mm - 344 pages

**Bernadette ANDREOSSO-O'CALLAGHAN AND Françoise NICOLAS**, Complementarity and Rivalry in EU-China Economic Relations in the Twenty-First Century . *European Foreign Affairs Review*. © 2007 Kluwer Law International BV.  
[permissions@kluwerlaw.com](mailto:permissions@kluwerlaw.com).

**Jan Horst Keppler**, Professeur à l'Université Paris-Dauphine, Directeur du programme Energie de l'Ifri "Gouvernance Européenne et Géopolitique de l'Energie". Sécurité Énergétique, Environnement, Développement: Comment réaliser les objectifs multiples des pays du G8 en matière d'énergie? 23/05/2007

**Nihat Aktas, Luis Rubalcaba Bermejo, Onno Brouwer, Simon Evenett, Frédéric Jenny, Augustin Landier, Emmanuelle Maincent, James Foreman Peck et Frédérique Sachwald.** L'Europe dans la concurrence mondiale par l'innovation: les nouveaux défis appellent-ils de nouvelles protections? Compte rendu de la conférence du 16 janvier 2007, 23/04/2007

**UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT**, Intellectual Property Provisions in International Investment Arrangements IIA MONITOR No. 1 (2007), International Investment Agreements

**UNCTAD**, Impact des accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun, négociation et mise en œuvre, UNCTAD/DITC/TNCD/MISC/2007/

**CNUCED**, Rapport Annuel 2006 (UNCTAD/DOM/2007/1) 01/04/07, 60 Pages,

**CNUCED**, Transnational Corporation (Vol. 15, No.3) (UNCTAD/ITE/IIT/2006/3) 01/03/07, 238 Pages

**Presses de Sciences Po, Paris**, Regards sur la Terre 2007; Ce premier opus de l'annuel du développement durable offre une lecture à la fois critique, scientifique et documentée des principaux événements de l'année et des questions qui alimentent les réflexions et les discussions internationales. Centré sur les enjeux planétaires, il



se démarque par son approche mondiale, son parti pris d'analyse et sa démarche pédagogique. Le dossier thématique de l'année, " **Énergie et changements climatiques** ", s'interroge sur les voies d'actions possibles et sur les modes futurs de coordination internationale. 2006. 256 p.

**Laurence Tubiana ; François Lerin**, Acteurs et gouvernance. La coopération internationale en matière environnementale, Cahiers français n°337 La Documentation française, 2007, Article paru dans le cahier français "Développement et environnement" publié par la Documentation française

**Faizel Ismail**, *Misconceptions and myths about the WTO, trade, development and AID*. Idées pour le débat N°04/2007. Iddri, 2007. Dans le cadre de l'atelier "L'Europe et les pays émergents" organisé les 7 et 8 mars 2007 à la BEI au Luxembourg

**Daniel Lebègue**, Décliner les outils financiers et les adapter au service du développement ; Marchés tropicaux & méditerranéens n°3195, 23/03/2007, Le dossier principal de ce numéro de Marchés tropicaux & méditerranéens, Stratégies & investissements en Afrique, portait sur la "Révolution verte : nouvelles approches, même enjeux". Cet article de Daniel Lebègue a été publié dans la Rubrique "Mon Afrique".

**Sophie Thoyer et Benoît Martimort-Asso**, *Ashgate, Participation for Sustainability in Trade*, 2007. Institut du développement durable et des relations internationales 6, rue Général Clergerie. 75116 Paris France, [benoit.martimort-asso@iddri.org](mailto:benoit.martimort-asso@iddri.org)

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF  
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)